

# JEAN-LOUIS VALIDIRE, OU LA MÉMOIRE SÉLECTIVE...

Jean-Louis VALIDIRE est journaliste au *FIGARO*, on ne saurait lui en tenir rigueur. Il faut bien gagner sa pitance. Pour autant, est-on obligé de mentir... est-on obligé de se renier?

Jean-Louis VALIDIRE dont on prétend qu'il fut autrefois «*maoïste*», a, pendant tout un temps fréquenté l'U.A.S. C'est dire que lorsqu'il traite de la *Charte d'Amiens* il sait de quoi il parle.

Or, dans le *FIGARO* du 17 février 94, il consacre précisément un article à la *Charte d'Amiens* pour accuser ceux qui demeurent attachés aux principes qu'elle énonce de faire preuve de «*mémoire sélective*»... Et de reprendre le vieux truc déjà utilisé naguère, par Maurice LABI: *LA FINALITÉ AUTO-GESTIONNAIRE* de la charte du syndicalisme.

Certes, il est exact qu'aujourd'hui personne n'adhère plus au messianisme affiché dans tous les milieux socialistes au début du siècle. Pour autant, c'est faire preuve d'une malhonnêteté évidente que de feindre confondre «*l'auto-gestion*» à la sauce C.F.D.T., c'est-à-dire l'association des syndicats à la gestion capitaliste, et le rôle assigné aux syndicats, par la *Charte d'Amiens*, après l'expropriation capitaliste.

Mais là où Jean-Louis VALIDIRE fait, lui, preuve d'une «*mémoire sélective*», c'est lorsqu'il oublie de citer les premières lignes de la *Charte d'Amiens*... qui débute par une affirmation:

*Le Congrès Confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C.G.T.:*

*«La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...».*

*Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression tant matérielle que morale, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.*

*Le Congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique:*

*- Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc...*

Tout est dit ... Ce qui gêne les idéologues de tout poil, qui rêvent, aujourd'hui comme hier, d'asservir le syndicat au parti, c'est-à-dire à l'État, c'est précisément la «*reconnaissance de la lutte des classes*». Or, pour les tenants de la «*société organique*», c'est à dire de la société totalitaire, il est nécessaire de nier la lutte des classes ou, tout au moins la nécessité de la «*dépasser*» au nom du bien commun.

Le problème n'est pas nouveau . De Jules GUESDE à STALINE, de STALINE à Jacques DELORS , que ce soit au nom de la classe ouvrière incarnée ou du principe de subsidiarité, tous ont rêvé de faire du syndicat l'auxiliaire du pouvoir... la trop fameuse «*courroie de transmission*»!

Pour autant l'organisation syndicale peut-elle se réfugier dans un apolitisme frileux qui prétendrait ignorer les réalités. Rien ne serait plus faux et Jean-Louis VALIDIRE qui a eu accès aux compte rendus des débats des C.C.N. de la C.G.T.F.O. sait mieux que quiconque, qu'il n'en est rien!

L'organisation syndicale a su, quand c'était nécessaire, prendre, en toute indépendance, ses responsabilités politiques par exemple contre la politique de Guy MOLLET au moment de la «*Guerre d'Algérie*» ou contre celle de DE GAULLE à propos du référendum de 1969.

André BERGERON avait tout à fait raison lorsqu'il opposait indépendance à apolitisme. Le Syndicat ne peut pas être apolitique mais il doit, sous peine de disparaître, demeurer totalement indépendant. Et il est nécessaire que les responsables syndicaux fassent preuve de beaucoup de circonspection et s'abstiennent de toute passion partisane dans leurs rapports avec les «politiques». Seuls doivent compter les intérêts dont ils ont la charge, c'est-à-dire comme le disait Robert BOTHEREAU: «*les intérêts particuliers des travailleurs*».

Mais VALIDIRE est trop intelligent pour que son article n'obéisse pas à quelques... préoccupations politiques... Alors, lesquelles?

Le distingué rédacteur du FIGARO fait longuement référence à Jacques MAIRÉ, or, une dépêche de l'A.F.P. nous apprend que le 3 mars à Paris:

«*Aux premiers rangs du cortège, défilait coude à coude Philippe CAMPINCHI (UNEF-ID), Monique VUAILLAT (SNES), Jacques MAIRÉ (UDFO de Paris), Robert HUE, Secrétaire National du PCF, J. Christophe CAMBADÉLIS (P.S.), Georges SARRE (Mouvement des Citoyens de J.Pierre CHEVÈNEMENT), ainsi que des représentants venus de la FEN, l'UNEF, FIDEL (Lycéens), la FSU, le SGEN CFDT et l'Union Régionale CFDT, SUD-PTT, notamment*».

Tiens, tiens, Jacques MAIRÉ, avec Georges SARRE du «*Mouvement des Citoyens*», voilà qui mériterait peut-être d'être approfondi.

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT n'est pas n'importe qui. Alors qu'il était élève de l'ENA, il s'était rendu célèbre par un livre à la rédaction duquel il aurait participé et qui fustigeait... la social-médiocratie... Tout un programme!!! Certes, on ne peut lui nier un certain courage politique. Il l'a prouvé en diverses circonstances notamment lorsque, à contre courant, il affirmait que l'école a pour mission de «*transmettre les savoirs*». Ou encore, à propos de la guerre du Golfe et plus récemment, au sujet de Maastricht.

Mais le courage ne prouve rien en soi... Jacques DORIOT n'en manquait pas!

Aucune société totalitaire ne peut tolérer l'existence d'organisations de classes indépendantes. La règle, c'est le parti unique avec des «*syndicats*» subordonnés.

Dans «*L'Europe de Charlemagne*» fondée sur la dissolution des états nationaux qui permirent l'existence d'une certaine forme de démocratie ou, en tout cas, l'existence de «*libertés démocratiques*», le syndicalisme indépendant devient un obstacle... et le syndicat unique obligatoire une nécessité.

Néo-socialistes et néo-staliniens qui, aujourd'hui, en France comme en Italie, font leur jonction et s'emploient à détruire toute organisation de classe indépendante en tentant de rassembler tous les mécontents dans un rassemblement politico-syndical, font-ils autre chose que d'ouvrir la voie au «*parti unique*»... à quand la marche sur Rome?

Mais qui eut crû que VALIDIRE s'associerait à ce sale boulot?

**Alexandre HÉBERT.**

-----